

# ■ L'UE souffre du décalage entre ses frontières économiques et politiques

## L'Europe doit repenser son modèle de développement

Jusqu'à présent on a discuté de sortie de crise. Il conviendrait peut-être d'employer une autre expression : « gestion de crise ». Car la crise n'est pas finie, elle a plutôt subi – comme cela était prévisible et prévu – une mutation en se développant, comme dans un jeu vidéo, avec l'apparition et l'enchaînement séquentiel de « monstres » de plus en plus forts. Pour le comprendre il suffit d'observer la carte géoéconomique de l'Europe.

En Europe, les frontières politiques persistent. Mais, en unifiant l'espace monétaire, toutes les frontières économiques ont été supprimées. C'est ainsi qu'il n'y a plus de frontières entre le bilan d'une banque résidant dans un Etat et celui de la banque partenaire résidant dans un autre Etat. C'est ainsi qu'il n'y a plus de frontières mais des soutirages entre dettes, déficit et défaillances des banques et des Etats. Les encours financiers de la « core » Europe à l'égard de la Grèce sont limités. Mais le risque de la « core » Europe vis-à-vis des pays qui l'entourent est, en comptant les dérivés afférents, de quelques trillions d'euros.

C'est le fruit empoisonné de l'« âge de l'or ». D'un or non pas réel mais virtuel, que beaucoup, au cours des dernières années, ont fabriqué et trafiqué et dont beaucoup, partout en Europe, ont à différents titres bénéficié en le faisant circuler par le biais de traites méphistophéliques. Aujourd'hui, ces traites arrivant à échéance, on ne

### Giulio Tremonti

Ministre italien de l'économie et des finances

peut pas exclure que la crise de la périphérie, droguée par l'excès de finance injectée par le centre, reste circonscrite à la périphérie et ne se retourne pas, en revanche, comme un boomerang, vers le centre en mettant en exergue, dans un enchaînement de chocs, des pertes systémiques dans les « actifs » inscrits aux bilans des banques partenaires.

Les fautes du passé et les devoirs actuels ne sont certes pas égaux, d'une banque à une autre et d'un Etat à un autre. Notamment, les devoirs des Etats en crise sont et doivent rester absolus, mais désormais la responsabilité appartient à tous. Ayant supprimé ex ante les frontières économiques, on ne peut plus faire valoir ex post les frontières politiques. L'étendue de la crise est systémique et la solution ne peut qu'être politique. La superstructure politique doit s'aligner à la structure économique. Et la simple somme algébrique – totale ou partielle – des gouvernements nationaux plus ou moins forts ne peut pas, à elle seule, faire ce nouveau type de politique que le temps présent réclame. Le temps est stratégique. Nous devons gagner du

temps, non pas en regardant au prochain mois mais à la prochaine décennie, pour résorber la crise et organiser l'avenir. Notre avenir, en effet, n'est pas un destin mais un choix.

Dans le domaine de la finance, l'idée première consiste à émettre des eurobonds (euro-obligations). Une idée qui est essentiellement politique et non pas économique, comme l'écrivait déjà en 1790 Hamilton pour les Etats-Unis (si cela peut servir pour couper court à toute polémique, l'Italie peut rester à l'écart dans la première phase, quitte à s'impliquer par la suite). L'idée alternative consiste à coordonner

« Le plus grave déficit que nous avons aujourd'hui en Europe est le déficit d'idéaux et de volonté »

avec transparence les émissions des titres publics émis en euros, en laissant inchangés les coûts nationaux, mais en réduisant dans l'intérêt de tous l'exposition au risque produit par la spéculation financière que nous sommes nous-mêmes en train d'alimenter. Et encore, si les institutions européennes sont fortes, et justement parce qu'elles sont fortes, on peut étendre l'éventail et l'efficacité des actions pouvant

être mises en œuvre. En octobre 2008 avait été envisagée (et soutenue par l'Italie), mais ensuite écartée, l'idée d'un fonds européen de sauvetage bancaire. Certains Etats (dont l'Italie) y auraient perdu en le finançant, mais l'Europe y aurait gagné. Le moment serait-il venu de repenser à quelque chose de similaire ? On peut également prévoir l'intervention du Fonds monétaire international (FMI). Mais non pas en tant qu'institution extérieure, arrivant dans un désert politique, mais plutôt, si l'Europe est forte, uniquement en tant que banque, avec ses capitaux (qui en bonne partie sont également les nôtres), et avec son savoir-faire.

Dans le domaine de l'économie, il faut repenser le modèle de développement. Aujourd'hui, le modèle économique européen est surtout basé sur le marché. Mais ce n'était pas ainsi au début. En effet, au début, l'Europe a été savamment basée sur trois traités piliers. Le traité de Rome, sur le marché. Le traité CECA, sur le charbon et l'acier. Le traité Euratom, sur l'énergie atomique. Dans l'ensemble, la philosophie politique éclairée des années 1950 se résumait dans la formule : le marché là où il est possible, mais le gouvernement là où il est nécessaire. Le premier traité a merveilleusement fonctionné. Le deuxième a épuisé sa fonction. Le troisième n'a jamais pris forme.

A partir des années 1950, dans le cadre de l'économie de marché, l'automobile a été le grand « moteur » de notre croissance.

A présent nous avons besoin de quelque chose de nouveau, de différent et de substitution. Pour soutenir le développement, les consommations privées ne suffisent plus à elles seules. Pour le développement, il faut ajouter une demande publique supplémentaire, une demande faite d'investissements publics en énergie, en environnement et en infrastructures.

Il est inutile de se leurrer qu'il suffise, pour cela, de mettre à jour l'agenda de Lisbonne, de plus en plus similaire à la « musculature » d'un ectoplasme. Les investissements en énergie, environnement et infrastructures ne peuvent pas être faits uniquement par le marché. Pour les faire, il n'est pas toujours nécessaire d'employer les budgets publics. On peut les faire également avec des capitaux privés.

Mais une « régie » publique européenne est fondamentale. La crise, du reste, a montré que notre modèle économique ne peut pas non plus être entraîné uniquement par l'export, mais justement il doit être rééquilibré par la demande publique interne. Le Fonds Marguerite, le réseau des Caisse européennes des dépôts et prêts, a été le premier pas. Mais il faut aller plus loin. Le plus grave déficit que nous avons aujourd'hui en Europe est le déficit d'idéaux et de volonté. Dans *A la recherche du temps perdu*, il est écrit que « le seul véritable voyage n'est pas d'aller vers d'autres paysages, mais d'avoir d'autres yeux ». Nous ne devons pas perdre davantage de temps. ■

# ■ Instaurer un mécanisme de stabilité financière est indispensable

Le débat autour de la dette grecque doit marquer une étape critique dans les annales de la gouvernance économique européenne. Au rythme où vont les choses, il pourrait s'agir d'une occasion manquée : au lieu de considérer que la nécessité fait loi pour exercer la solidarité européenne et créer enfin une forme de gouvernement économique, le Conseil et la Commission acculent le gouvernement et le peuple grecs au mur. Certains propos sur le laxisme grec opposé à la rigueur allemande laisseront des traces...

Les tergiversations autour de la mise en place d'une forme d'emprunt européen ont déjà fait apparaître pour certains le Fonds monétaire international (FMI) comme prêteur de dernier ressort, ébranlant ainsi les fondements mêmes de l'Union économique et monétaire (UEM).

Et lorsque l'on se retourne vers l'Union européenne, c'est la Banque centrale européenne (BCE) qui semble s'imposer comme l'institution crédible. Aujourd'hui, si l'ensemble des gouvernements ne prennent pas leurs responsabilités, le déséquilibre que nous constatons entre le pilier économique et monétaire de l'UEM pourrait être encore aggravé au profit de l'union monétaire.

La question grecque est européenne puisqu'elle signe l'échec du pacte de stabilité et de croissance comme outil de gouvernance de la zone euro. Il a laissé les divergences de productivité croître entre Etats membres, n'a pas permis à la zone euro d'atteindre sa croissance potentielle, n'a pas protégé les économies qui l'ont appliquée à la lettre (l'Espagne), n'a en rien évité la situation grecque et a permis d'éviter un débat sur les stratégies non coopératives de certains membres de la zone euro. Sa version révisée en 2005 devait renforcer son caractère préventif et mettre l'accent sur le critère de la dette...

La question de la soutenabilité des finances publiques est essentielle et les Grecs doivent mettre de l'ordre dans ce domaine, faire

### Pervenche Berès

Présidente de la commission de l'emploi et des affaires sociales du Parlement européen

### Poul Nyrup Rasmussen

Président du Parti socialiste européen, ex-premier ministre du Danemark (1993-2001)

preuve de responsabilité. Mais ce qui se passe aujourd'hui en Grèce est une véritable attaque spéculative qui concerne toute l'Europe. Nous assistons à la troisième phase du grand krach : après le déclenchement d'une crise de liquidités le 9 août 2007, la chute de Lehman Brothers et une crise de solvabilité du système bancaire le 15 septembre 2008, le 5 février marque l'apparition d'une crise de solvabilité d'Etat. C'est parce que nous n'avons toujours pas remis les marchés financiers à leur place

« Mais ce qui se passe en Grèce est une véritable attaque spéculative qui concerne toute l'Europe »

que les spéculateurs peuvent aujourd'hui attaquer la Grèce.

Pour les dirigeants européens qui n'ont eu de cesse de clamer leur volontarisme à moraliser les marchés, c'est le moment d'agir.

Les ministres des finances de la zone euro ne peuvent pas contraindre la Grèce sans l'aider. Ce qui a été fait pour des Etats en dehors de la zone doit être possible en son sein. L'idée qu'un pays de la zone euro ne puisse bénéficier du même type d'aide repose sur l'idée qu'un Etat appartenant à la zone euro n'a plus à être protégé de la

pression des marchés sur sa balance des paiements. Mais l'attaque dont la Grèce est victime à travers l'intervention des agences de notation de crédit et des marchés rétablit cette exposition spéculative.

Nous proposons, sur la base de l'article 122 du traité de Lisbonne, la mise en place d'un mécanisme de stabilité financière géré par la Banque européenne d'investissement (BEI) afin de venir en aide aux Etats membres de la zone victimes d'attaques spéculatives. Ce serait la première étape vers la construction d'un marché européen de la dette souveraine qui permettrait à la zone euro d'être un espace aussi attractif pour les capitaux étrangers en quête d'investissements que le marché américain.

Ensuite, le peuple grec ne peut pas être appelé à faire des efforts considérables, pendant que Goldman Sachs continue à vendre tranquillement des CDS (credit default swaps) en Europe, où aucune transparence n'existe puisqu'il s'agit d'acteurs uniquement sous l'autorité des Etats-Unis.

La situation actuelle appelle à des actions immédiates : l'interdiction des ventes à découvert, en particulier des CDS, et la possibilité pour la future autorité européenne de supervision des marchés financiers de prendre ce type de décision. Cette interdiction doit s'accompagner de l'ouverture d'une enquête sur les conflits d'intérêt de la banque d'investissement Goldman Sachs. En tant qu'autorité de la concurrence, la Commission a les pouvoirs en main pour agir. Aujourd'hui, seule la Réserve fédérale américaine (FED) a annoncé devant le Congrès américain vouloir se pencher sur cette question.

La France est coupable de l'état de ses finances publiques, largement lié à des cadeaux fiscaux faits de manière inconsidérée par l'actuel gouvernement.

La coalition au pouvoir en Allemagne est coupable de penser qu'elle pourrait prospérer seule avec une stratégie d'exportation alors que ses partenaires seraient malades. L'Union économique et monétaire ne survivra pas à de tels égoïsmes. ■

# ■ Athènes est au bord de la faillite, mais les Grecs sont riches !

A nouveau, la Grèce, petit pays de 11 millions d'habitants, occupe le devant de la scène internationale. En 2004, ce fut pour étonner le monde de ses réussites accumulées : l'ouverture d'un pont maritime sur le golfe de Corinthe, la victoire à l'Euro de football, et surtout l'organisation triomphale des Jeux olympiques à Athènes.

A l'été 2007, ce fut pour susciter l'horreur devant les dramatiques incendies de forêts du Péloponnèse, qui firent en quelques jours près de 80 victimes dans la région d'Olympie. En 2009, c'est la capitale elle-même – 4 millions d'habitants – qui parut soudain menacée par le feu prométhéen. Aujourd'hui, l'heure n'est plus à l'admiration ni à la compassion, mais pour les analystes comme pour l'opinion, à la condamnation : la Grèce a trompé l'Europe, et s'il nous faut l'assister, sinon la soutenir, c'est pour qu'elle n'entraîne pas dans sa chute l'effondrement du système monétaire européen tout entier. Les Grecs sont des larrons qu'il faut sermonner, mais qu'il serait dangereux de punir, sauf à se perdre soi-même.

Est-ce pourtant aussi simple ? Que les finances publiques soient calamiteuses, que la corruption ait atteint des sommets inégalés sous le dernier gouvernement conservateur de Kostas Karamanlis, que les services fondamentaux (éducation, santé, sécurité civile) aient été démantelés, et que les autorités officielles du pays aient présenté des comptes truqués à Bruxelles, nul n'en doute.

Et c'est tout le mérite du nouveau premier ministre socialiste, Georges Papandréou, d'avoir le courage, en les reconnaissant et en promettant de remédier à ces maux, d'affronter des oppositions hostiles et une rue prompte à s'échauffer. Que l'on se rappelle les émeutes de l'hiver 2008. Il n'est jamais facile d'être de gauche et de prôner l'austérité, même pour corriger l'impéritie de la droite que l'on a vaincue.

Il faudrait d'ailleurs aller plus loin dans cette dénonciation de la tromperie. Depuis près de trente

### Guy Burgel

Professeur à l'université Paris-Ouest-Nanterre-la Défense, auteur du « Miracle athénien du XX<sup>e</sup> siècle » (NRS Editions, 2002)

ans, tous les gouvernements grecs, y compris celui du père du premier ministre actuel, Andréas Papandréou, ont abusé l'Europe sur l'état réel de la société et de l'espace de la Grèce, et pas seulement de ses déséquilibres budgétaires. Certes, il fallait construire le réseau routier, établir les infrastructures de télécommunications, moderniser les ports et les aéroports, créer de véritables transports urbains. C'est vrai. Mais Bruxelles ne fut pas trop regardant sur les justificatifs fournis ni sur la répartition sociale et territoriale

« La chose publique n'a jamais été le bien public, mais pour beaucoup de Grecs elle est devenue l'ennemi public »

des fonds alloués : après tout, le pays était petit, recevait l'été des millions de touristes de l'Europe du Nord, qu'il était urgent d'accueillir, de rassurer, éventuellement de soigner, et la philosophie était à la correction des inégalités régionales, pas à l'orthodoxie financière.

Le premier malentendu ne date pas des critères de convergence de Maastricht, mais bien de ce compromis de complaisance réciproque. La responsabilité en est plus partagée qu'on ne paraît s'en souvenir aujourd'hui.

Mais le deuxième leurre est certainement plus profond encore, et il sera plus difficile de s'en remettre par une simple cure de rigueur dans la comptabilité publique. La Grèce est au bord de la faillite, mais les Grecs sont riches. C'est la consé-

quence du mode de croissance choisie – imposé ? – pour faire passer en un demi-siècle une société de l'état de misère presque générale au développement matériel indéniable de la grande majorité du peuple grec. L'épanouissement d'une classe moyenne en fut le porteur et le garant. Au lendemain de la seconde guerre mondiale, d'une occupation allemande meurtrière et d'une guerre civile fratricide, le pays était tellement exsangue et l'Etat si défaillant, qu'il n'y eut bientôt d'autre issue que de laisser à la société le soin de s'organiser et de prospérer.

Certes, pendant longtemps, la situation géopolitique de la Grèce, en bastion avancé de l'Occident face à un environnement communiste hostile, justifia déjà toutes les largesses extérieures, américaines au premier chef. Mais sans l'astuce, l'initiative et l'intelligence de la nation, la Grèce ne serait pas seulement sous perfusion permanente, mais sous-développée. Tout fut bon pour s'enrichir, et surtout ne pas contribuer au budget d'un Etat impuissant et vénal : construction et spéculation immobilière généralisées, développement touristique anarchique, spécialisations agricoles exacerbées, immigrations non contrôlées et exploitées.

A proportion directe de l'aisance de chacun, la fraude fiscale n'est même pas ici un sport national, mais l'égoïsme et le profit privé sont la condition unique de la réussite individuelle et familiale. La chose publique n'a jamais été le bien public mais, pour beaucoup de Grecs, elle est devenue l'ennemi public.

Une nouvelle fois, au-delà de péripéties monétaires, qui seraient dérisoires, la Grèce livre à une humanité incertaine de son avenir une leçon historique générale. Une société ne peut s'identifier à la somme de ses individus, fussent-ils aussi rusés qu'Ulysse. Il faut aussi une organisation collective, une adhésion consentie, une Constitution établie, pour la répartition équitable des profits entre les citoyens et la nation. La véritable tromperie serait que ni le monde, ni l'Europe, ni les Grecs ne soient convaincus de l'universalité du message. ■